

Le Québec doit craindre toute application unilatérale d'une taxe d'exportation du pétrole albertain. Toute acceptation peu réfléchie d'un semblable précédent pourrait éventuellement jouer de bien mauvais tours au Québec dans ses exportations éventuelles de ressources de la baie James, de la Manicouagan ou de toute autre source. De plus, le Québec doit découvrir que le bureau dont l'établissement a été prévu dans le projet de loi C-236 jouira de pouvoirs extraordinaires, qui n'apparaissent pas justifiés et qui lui feront craindre le pire. Il ne faut pas qu'une fois de plus Ottawa se serve d'une crise particulière pour s'approprier des pouvoirs que ne lui confèrent ni la Constitution ni les intérêts en cause. Enfin, si l'oléoduc Sarnia-Montréal doit être construit, et à notre avis il doit l'être et aurait dû l'être depuis longtemps, n'eut été l'inconscience de ceux qui administrent le Canada, il faut s'assurer, alors qu'il en est encore temps, que le Québec soit vraiment consulté sur le diamètre et sur la réversibilité de l'oléoduc. Il lui faut avoir le droit de contrôle sur l'ouverture et la fermeture du robinet. Le Québec doit surtout obstinément s'assurer que ne soit ainsi nullement entaché, diminué ou retardé son projet, son besoin d'une véritable industrie pétrochimique.

● (2050)

En tant que Québécois et en tant que Canadien, on ne saurait permettre que le gouvernement libéral fédéral actuel poursuive aussi cavalièrement son chemin sur le sentier qu'il s'est lui-même tracé en matière de politique énergétique. Comme Québécois je ne peux comprendre le retard des habituels «éveilleurs» de conscience à se prononcer énergiquement sur ce sujet. Et comme Québécois, je ne puis facilement accepter que des Québécois siégeant à la Chambre pensent d'abord à leur solidarité partisane, à leurs intérêts personnels ou encore à leur survie au pouvoir, plutôt qu'aux intérêts réels de leurs concitoyens, qui devraient prévaloir sur les risques d'un appel au peuple.

Comme Canadien, monsieur le président, je suis fier de siéger au sein d'un parti et d'un chef, encore que sans fleur à la boutonnière, qui sont les seuls à ce jour à voir clair dans les mesures ministérielles qui ont été proposées.

Je ne peux pas croire que le Nouveau parti démocratique, jadis si rempli de justice et de lucidité, n'ait rien vu de grave dans le dossier énergétique du gouvernement en place, à moins qu'il ait tout vu, monsieur le président, qu'il y ait vu sa planche de salut. Et peut-être ne serait-ce que naïvement un virage à gauche du gouvernement, et un pas de plus vers une centralisation qui lui est si chère.

Si être à gauche, comme le prétend le Nouveau parti démocratique, c'est accepter l'injustice pour les citoyens du Québec et des provinces Maritimes, je préfère être à droite.

Si être Canadien, comme prétendent l'être les libéraux et les néo-démocrates, c'est tolérer qu'il y ait deux sortes de Canadiens, j'aime assurément mieux, et une fois pour toutes, être dans les rangs des conservateurs progressistes.

[Traduction]

**M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest):** Monsieur l'Orateur, je me réjouis de participer à ce débat sur la motion de défiance présentée par les conservateurs. Je dois dire que les discussions que nous avons eues aujourd'hui m'ont assez intéressé. Pour commencer, la motion se lit comme il suit:

### *L'énergie*

Que la Chambre déclare que le gouvernement, à cause de sa politique énergétique incompétente, inconséquente et inconsistante qui apporte des pertes économiques au Canada et des privations aux consommateurs, a perdu la confiance de la Chambre.

A mon avis, il aurait mieux valu qu'elle soit rédigée ainsi:

Que la Chambre déclare que le gouvernement et l'opposition officielle, à cause de leurs politiques énergétiques incompétentes, inconséquentes et inconsistantes qui apportent des pertes économiques au Canada et des privations aux consommateurs, ont perdu la confiance de la Chambre.

Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que nous venons tout juste d'entendre le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Jamieson) nous déclarer que les politiques décisives que le gouvernement a annoncées la semaine dernière et que, pour ma part, j'accueille favorablement, sont un jalon de l'histoire du Canada. J'aimerais signaler au ministre et au gouvernement que ce jalon de l'histoire, c'est sous l'aiguillon du NPD qu'il s'est résolu à le planter, le NPD qui ne fait qu'exiger et réclamer inlassablement des modifications à notre politique énergétique depuis que la première session de la nouvelle législature a débuté, le 4 janvier dernier.

Bien que nous ayons entendu quatre porte-parole conservateurs cet après-midi et ce soir, nous n'avons vu aucune politique mise de l'avant par le parti conservateur. Ces députés ont le culot de présenter une résolution demandant qu'on l'aide à défaire le gouvernement, alors qu'ils ont peur de se lever pour dire à la Chambre des communes et au peuple canadien ce qu'ils ont l'intention de faire dans le domaine de l'énergie.

Leur principal critique en matière d'énergie, le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) a déclaré: «Les gens doivent se fier aux états de service des conservateurs». Voyons donc certains points de leurs fiers états de service dans le domaine de l'énergie. Je ne vais pas remonter bien loin dans le passé. Je vais vous ramener, monsieur l'Orateur, à un événement survenu en 1961 lorsque le premier ministre de l'époque, le très honorable représentant de Prince-Albert (M. Diefenbaker) a signé, le 17 janvier 1961, le traité du fleuve Columbia avec le président Eisenhower. Ce traité s'est avéré être la plus considérable liquidation sans exception de toute l'histoire du Canada. Sont-ce là les fiers états de service dont parlent ces députés?

Notre parti et d'autres particuliers au Canada ont lutté pour faire modifier le traité du fleuve Columbia. Le général McNaughton, qui était membre de la Commission internationale mixte, a réclamé auprès du gouvernement une modification du programme et de la politique. Mais qu'avons-nous obtenu? Le fleuve Columbia coule dans ma circonscription; j'habite la région et je connais les dommages qui en ont résulté. Et aujourd'hui, en pleine crise de l'énergie, que constatons-nous? Nous aurions pu produire plusieurs fois le volume d'énergie hydro-électrique que nous produisons aujourd'hui, si ce n'avait été de la politique à courte vue du gouvernement conservateur d'alors. Je tiens à dire à mes amis libéraux, qu'ils n'ont valu guère mieux. Lorsqu'ils ont remplacé le gouvernement conservateur au début des années 60, ils ont emboîté le pas et ils sont partiellement responsables de cette situation. Dans une large mesure, ils sont responsables des difficultés que nous avons actuellement dans la vallée du Columbia.